

BENIN



RAPPORT ANNUEL 2019



Emmanuel Gabin ADJANON

**Cher-e-s militant.e.s d'Amnesty International Bénin,
Amoureux et défenseurs des droits humains,
Chers partenaires,**

2019 a été une année éprouvante pour notre mouvement au Bénin, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. Le climat socio politique tendu avec son corollaire d'atteintes au droit à la vie, de privations de libertés d'expression et de manifestations, ajouté à la tentative de déstabilisation de notre Section par des manœuvres frauduleuses, ont porté des coups non négligeables à la mobilisation et à l'union qui étaient attendues de nous, militants, autour de la promotion et de la défense des droits humains.

Mais, conscient de ses véritables et réelles prérogatives, le Bureau Exécutif National (BEN) a pris des mesures pédagogiques pour éviter que du discrédit ne soit jeté sur le mouvement et que sa réputation ne soit entachée, accompagner la mise en place du nouveau système comptable plus compatible aux exigences du mouvement, superviser l'audit 2018, superviser l'audit financier et organisationnel du SI en Mars 2019, approuver le plan de stabilisation du staff qui permet une nouvelle réorganisation interne, assurer la supervision du Secrétariat National (SN) et du travail accompli par notre Section pour mettre en œuvre les objectifs stratégiques du mouvement, poursuivre la réforme de la gouvernance, la croissance et l'accompagnement du Secrétariat National pour la réalisation de l'impact sur les droits humains. Et c'est à cet impact qu'est consacré l'essentiel du présent rapport.

Au nom du Bureau Exécutif National qui, en votre nom et dans l'intérêt du mouvement, a opté pour **une gouvernance et un leadership intègre, rigoureux, objectifs et performants**, j'en appelle à la conscience individuelle, et collective, à plus de mobilisation autour des actions lancées par le Secrétariat National pour « remettre la Section du Bénin sur la carte du Mouvement AI ».



Message du Directeur : 2019 une année de croissance !



Fidèle Marcos KIKAN

Cher es ami es Cher es Partenaires

2019 a été une année de croissance à Amnesty International Bénin. Une année de croissance parce que nous avons grandi de 24 nouveaux groupes à travers tout le Bénin, ce qui porte le total de nos groupes sur le terrain à 79. Une année de croissance en termes d'agrandissement également de notre base de sympathisant-e-s, de celles et ceux qui prennent action avec nous spontanément que ce soit en présentiel ou en ligne. 70 567 nouveaux sympathisants nous ont donc rejoint en 2019 et ce chiffre porte le total de nos sympathisant-e-s à 344.526. Enfin, 156 836 signatures ont été récoltées en 2019 lors de la campagne « Ecrire pour les droits ». Il s'agit là d'une constance remarquable parlant de mobilisation pour la cause des droits humains en général et des jeunes défenseurs des droits humains en particulier.

En 2019, AI Bénin a consolidé son partenariat avec les autres organisations

de défenses des droits humains et la collaboration avec les institutions de l'Etat:

- Le renforcement de notre volet Education aux Droits Humains en milieux scolaires et universitaires avec la création de nouveaux clubs scolaires dans d'autres collèges du Bénin. C'est le lieu de remercier les autorités du Ministère de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Technique qui nous y ont accompagné.

- L'amélioration et le renforcement de nos prises de positions réactives aux situations internes et externes renforçant notre savoir-faire et partageant nos valeurs auprès de nos différents partenaires.

- La défense des droits des réfugiés et des demandeurs d'asile etc.

Ce sont autant de domaines abordés en 2019 par notre section en parfaite intelligence et communion avec un cadre partenarial de plus en plus mobiliser et renforcé pour le travail en synergie.

Les évènements malheureux ayant marqué négativement la vie socio politique du Bénin en 2019 ont également sollicité vivement les efforts et l'attention de la section et de tout notre mouvement à travers le monde. L'année 2020 sera celle du renforcement de notre présence sur le terrain de l'action avec la formation de nos militants et des sympathisants qui prennent systématiquement action avec nous pour plus d'engagement et de mobilisation pour l'impact en faveur des droits de l'homme au Bénin et dans le monde.

On se bat ensemble, on gagne ensemble !





I- GENERALITES

1.1 Présentation d'Amnesty International

Amnesty International est un mouvement mondial de promotion et de défense des droits humains. Le mouvement est présent aujourd'hui dans plus de 160 pays et territoire et est désigné comme la première organisation de défense des droits humains dans le monde.

Les premières interventions d'Amnesty International au Bénin remonte aux années 1974-1975. Ayant vu le jour en 1990, la section d'Amnesty International Bénin a été officiellement reconnue par le Ministère de l'intérieur et enregistrée sous la mention 93/0017/MISAT/DAI/ SAAP-ASSOC du 10 février 1993. Elle siège à Cotonou au quartier Aïdjedo.

Amnesty International Bénin a pour objectif d'assurer la continuité, l'effectivité et l'efficacité de l'action du mouvement international au plan national. Le management d'Amnesty International Bénin est composé du Bureau Exécutif National et du Secrétariat National. Le Bureau Exécutif National est l'organe de gouvernance composé des élus et des membres. Le Secrétariat National est l'organe de gestion composé des salariés et des bénévoles.

La mise en œuvre du plan opérationnel annuel d'Amnesty International Bénin s'appuie essentiellement sur les membres répartis en entités locales

ou groupes. Les membres des groupes locaux mobilisent notamment les sympathisant(e)s de leurs localités sur les activités d'éducation aux droits humains et les campagnes initiées et supervisées par le Secrétariat National.

1.1.1 Le Bureau Exécutif National : la gouvernance

Le Bureau Exécutif National (BEN) est l'organe de gouvernance chargé de superviser au niveau national, la réalisation de la mission et de la vision d'Amnesty International et veille au respect des politiques et normes du mouvement. Il définit les grandes orientations politiques et stratégiques nationales.

Le Président de l'actuel Bureau Exécutif National a été élu en juin 2018 et son mandat s'achève en mai 2020. Le Bureau est composé de cinq membres élus au cours de l'Assemblée Générale réunissant les membres de la Section. La durée du mandat des membres élus est de deux ans. Le Bureau Exécutif National élu en juin 2018 se présente comme suit :

- ▶ **Président :** Emmanuel Adjanon



- **Vice-président** : Alidou Matinou (Coopté);



- **Trésorier Général** : Jean Okoudjou



- **Secrétaire Général** : Rodrigue NOUKPO



- **Secrétaire Générale Adjointe** :
Fidèle Oga (Cooptée);



En 2019, et dans la continuité et la consolidation des réformes depuis 2016, la gouvernance a été très active aux côtés du Secrétariat National dans le but de renforcer la mise aux normes de la Section vis-à-vis des standards du Mouvement. Dans ce sens, plusieurs décisions réformatrices ont été prises par le bureau et ont permis des réformes profondes permettant à la Section une bonne mise en œuvre de la vision et de la mission d'Amnesty International au Bénin. Dans cette démarche, des rencontres périodiques entre le Bureau et le Secrétariat National ont été organisées pour un meilleur suivi de mise en œuvre du plan opérationnel (PO) ; du plan de renforcement du Service Level Agreement et du Plan d'Action consécutive à l'évaluation des Normes de Base.

Des missions de terrain dans le but de se rapprocher des militant-e-s à la base mais aussi d'assurer la diffusion et la compréhension des messages du Secrétariat International (SI) à l'endroit de Amnesty International Bénin ont été initiées en 2019 conjointement par le

Bureau et le Secrétariat.



1.1.2 Le Secrétariat National : la gestion

L'équipe ayant animée le Secrétariat National en 2019 se présente comme suit :

- ▶ **Directeur exécutif,** Fidèle Marcos KIKAN



- ▶ **Assistante Administrative,** Josiane Pricilia ACAPOVI



- ▶ **Chargée des finances et de la comptabilité,** Mireille MONTCHO,



- ▶ **Chargé de l'Education aux Droits Humains,** Dieudonné DAGBETO,



- ▶ **Bénévole en charge de la communication et SDR,** Glory Cyriaque HOSSOU



- ▶ **Bénévole en charge de l'activisme et de la diversité,** Romaric ASSOGBA

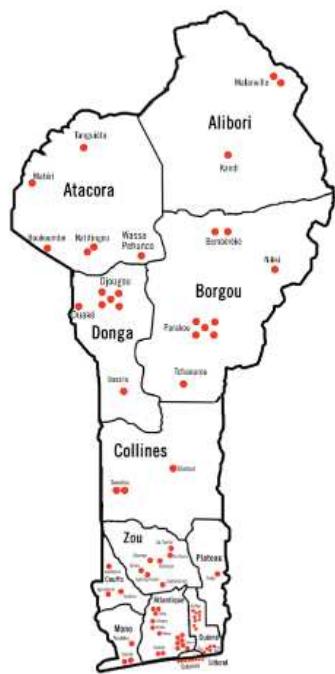




1.1.3 Nos entités locales

Amnesty International Bénin compte à nos jours, 79 groupes locaux pour 1430 militant-e-s dont 374 femmes et 1056 hommes. Le mouvement compte environ 300 jeunes militant-e-s de moins de 24 ans.

Entités AIB en 2019



2019 a été une année de croissance pour Amnesty International Bénin. De 55 entités en 2018, nous sommes aujourd'hui passés à 79 entités sur toute l'étendue du territoire national. De nouvelles régions ont été investies à l'instar de Zakpota, Zatanta, dans le zou, au centre du Bénin.

1.1.4 AI Bénin Online

La transformation digitale de la section entamée en 2016 s'est poursuivie en 2019 avec de véritables avancées. L'accès aux informations importantes sur la section est désormais plus facile parce qu'accessible au moyen des différents canaux digitaux : Facebook ; Twitter ; site web. Ces plateformes ont permis de faire :

- ▶ Le suivi des activités de la Section ;
- ▶ L'e-management des différentes campagnes nationales et internationales ;
- ▶ L'adhésion de nouveaux membres en ligne etc.

De nouvelles facilités sont en cours de mise en place afin d'adapter notre action aux exigences technologiques

a- La page Facebook d'Amnesty Bénin : www.facebook.com/aibenin

La page Facebook de la section compte plus de **16 000 abonnés** soit plus de 4000 abonnés en plus comparativement aux données de 2018. Toute l'actualité de la section et du mouvement au niveau régional et international sont diffusés afin de faciliter aux internautes, un meilleur accès à l'information sur les droits de l'homme.





sœurs de la sous-région et du bureau régional Afrique de l'Ouest et du centre.



b- Le compte Twitter d'Amnesty Bénin : @Amnestybenin

Pour ce qui est du compte Twitter de la section, il a actuellement à son actif plus de 2000 tweets pour plus de 1700 followers. Ce compte participe également de façon significative à accroître la visibilité en ligne de la Section, à promouvoir et soutenir les actions de la section et à assurer sa représentativité au niveau régional et international. Cette tâche se manifeste par des tweets des retweets, des Tweetup, des Tweet chat réguliers sur l'actualité de la section et du mouvement au niveau global.



Il est à noter également que les actualités de la section sont également relayés par les plateformes des sections

- Comité Peine de Mort et Actions Urgentes d'Amnesty International Bénin qui compte plus de 950 abonnés (<https://www.facebook.com/home.php>).



- Comité Jeunes d'Amnesty International Bénin (fb.me/ComiteJeuneAIB) qui compte déjà plus 500 abonnés en moins d'un mois de sa création;



Le Secrétariat National favorise de plus en plus la création de pages Facebook dans le cadre du dynamisme militant de nos groupes locaux. Ainsi 03 pages locales sont créées à savoir :

- **Amnesty International Bénin-groupe 1 Cotonou** (<https://www.facebook.com/Amnesty-International-B%C3%A9nin-groupe-1-Cotonou-158101454839903/>)



- **Amnesty International Bénin-groupe1 Ab-calavi** (<https://www.facebook.com/AmnestyBeninCalavi/>)



- **Amnesty International Bénin Groupe de Zogbodomey** (<https://www.facebook.com/Amnesty-International-BENIN-Groupe-de-Zogbodomey-101452081211014/>)



1.1.5 Les grands moments de gouvernance en 2019

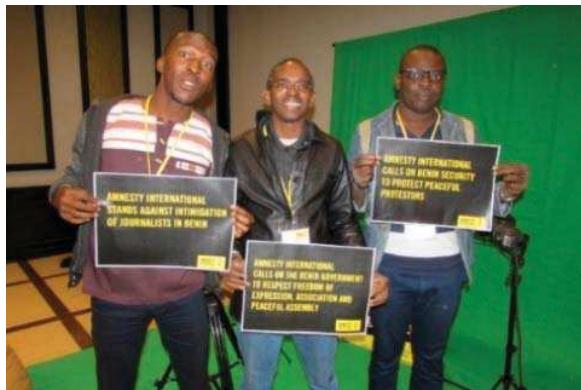
a- Assemblée mondiale (Aout 2019)



La délégation béninoise à l'AG



Kumi Naidoo, Secrétaire Général d'Amnesty International appelant les autorités béninoises à une meilleure protection des droits humains dans le pays



Action photo de quelques délégations africaines



Vue du représentant du Roi de la ville de Djougou

b- ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE 2019

L'Assemblée Générale 2019 d'Amnesty International Bénin s'est tenue du 20 au 22 décembre 2019 à l'hôtel Donga de Djougou sous le thème : diriger depuis le terrain, un temps propice à notre militantisme en Afrique. 24 délégués représentants les entités étaient présents à cette Assemblée Générale qui a permis de faire un point sur les activités menées en 2019, de valider les différents documents et de réfléchir sur la croissance et la pérennisation des activités au sein de la section. Plusieurs personnalités aussi bien politiques que culturelles étaient présentes à l'ouverture de l'Assemblée Générale telles que : le représentant du roi de la ville de Djougou, le représentant du Préfet du département du Borgou et le représentant du Maire de la commune de Djougou.



Vue du représentant du Préfet du Borgou



Vue partielle des participants



Photo de famille des participant-e-s à l'AG2019



Les militant-e-s de Savalou défilant à l'occasion des festivités du 1er août



Action photo pour une #JusticePourPrudence réalisée par nos militant-e-s à la plage de Fidjrossè à Cotonou.

II- La jeunesse d'Amnesty International Bénin

Le travail d'Amnesty International Bénin repose sur la force de ses jeunes militant-e-s. Ce choix s'inscrit dans la ligne droite de la stratégie jeune adoptée au niveau international. Une stratégie qui consiste à donner le pouvoir aux jeunes et à les impliquer dans toutes les décisions.

2.1 Le Comité des Jeunes

Un comité jeune regroupant les jeunes du mouvement est nommé périodiquement par le Directeur du secrétariat national. Le nouveau comité jeunes a notamment pris officiellement fonction en octobre 2019 et ce pour deux ans.



L'actuel comité jeune se compose de :

Pedro ACCLOMBESSI, **Coordonnateur** ;





Wassilath ADAM, Coordonnatrice Adjointe ;



Conaide AKOUEDENOUDJE, Chargé de mobilisation, de l'activisme des jeunes et de l'EDH en milieux universitaire ;



Oulfath MAMA, Secrétaire Générale et porte-parole ;



Fréjus ATTINDOGLO, Chargé de la communication digitale, militant au sein du 1 Abomey-Calavi.



Ghislain JOB, Organisateur Général, ;



Géraud ADOUNON, Organisateur Adjoint, Chargé de l'EDH en milieux scolaires, militant au sein du groupe de Zogbodomey ;



Le rôle du comité jeunes est de :

- Contribuer à la réalisation et à la mise en œuvre de la stratégie jeunes d'Amnesty International au Bénin;
- Veiller au suivi des 10 recommandations du Kenya ;
- Faciliter l'adhésion et la fidélisation des jeunes ;
- Renforcer la mobilisation et l'activisme des jeunes au sein de la section ;

- Veiller à la mise en œuvre du plan d'action issu du Forum National des Jeunes 2019 et des camps de jeunes 2020 et 2021 ;

- Préparer et organiser les camps de jeunes 2020, et 2021 ;

- Rendre compte de la mise en œuvre du plan 2019-2021.

2.2 Fonds spécial jeunes

En 2019, un fond spécial jeune a été lancé par la section pour permettre aux entités locales de prendre des initiatives de mobilisation des jeunes dans leurs localités respectives. Sept projets ont été financés et les groupes bénéficiaires sont : Abomey-Calavi 1, Sèmè-Kpodji, Cotonou 1, Abomey 1, Parakou 2, Bohicon 1 et Toffo 1. Voici ci-dessous, les noms des projets financés.

1-Jeunesse, mobilisons-nous pour la défense des droits humains (Abomey-Calavi 1)

2- On s'engage avec Amnesty (Cotonou 1) ;

3- Week-end des droits de l'Homme (Sèmè – Podji) ;

4- Jeunes défenseurs des droits humains (Abomey 1) ;

5- Jeunesse et droits humains (Parakou 2) ;

6- La jeunesse sportive de Bohicon au cœur des droits humains (Bohicon 1)

7- Croissance de l'effectif juvénile dans l'unité opérationnelle de Toffo 1 d'AI Bénin (Toffo 1).





2.3 Forum National des Jeunes



Premier jour du forum, les participant-e-s se dirigent vers le lieu de formation.

Le Forum National des Jeunes 2019 s'est déroulé du 15 au 17 août 2019 à l'INFOSEC de Cotonou. Plusieurs organisations de jeunesse ont répondu présentes à l'évènement qui a vu la présence de Médoune BOYE, le Regional Digital Campaigner d'Amnesty International. Le thème central était "le militantisme à l'ère du numérique".



Les officiels présents pour l'ouverture du forum



Médoune BOYE, formateur principal du #FNJ2019

Le formateur principal de l'édition 2019 du Forum National des Jeunes était Médoune BOYE, le Regional Digital Campaigner au Bureau Régional Afrique de l'Ouest et du Centre d'Amnesty International basé à Dakar au Sénégal. Durant son séjour dans le cadre du forum, Médoune a donné des formations sur les stratégies de campagnes digitales aux web activistes d'Amnesty International Bénin et les jeunes des organisations sœurs. Il a également participé à des



émissions à la radio et à la télévision sur l'engagement des jeunes à l'ère du numérique.



Des artistes de l'Ensemble Artistique et Culturel des Etudiant-e-s en prestation.

Un géant concert a été organisé en guise de clôture du forum à l'université d'Abomey-Calavi en collaboration avec l'ensemble artistique et culturel des étudiant-e-s.



Photo de famille des participant-e-s au forum



Sybille HOUETON et Pedro ACCLOMBESSI à Lomé au Togo pour le forum jeune d'Amnesty Togo

2.4 Nos jeunes ont aussi participé au forum des jeunes de la section du Togo

Du 22 au 26 août 2019, Sybille HOUETON OGOUA et Pedro ACCLOMBESSI respectivement militante du groupe 1 Cotonou et militant du groupe de Zogbodomey ont représenté la section lors du forum des jeunes organisés par Amnesty International Togo. Cette activité leur a permis de partager leurs expériences en termes de militantisme et d'acquérir de nouvelles connaissances.



Vue des participant-e-s au forum des jeunes d'Amnesty International Togo.

2.5 La formation au profit des jeunes sur la formulation et l'introduction de recours devant les instances de protection des droits humains :

Cette formation avait pour objectif d'outiller les jeunes du mouvement et des organisations partenaires sur les règles de base en matière de saisine des juridictions opérant dans le domaine des droits humains. A la fin de l'édition 2019, au moins cinq (05) des 25 jeunes outillés ont repéré des actes susceptibles d'être qualifiés de violations des droits humains, et ont saisi la Cour Constitutionnelle du Bénin.



Le rapporteur de la Commission Béninoise des Droits de l'Homme Serge PRINCE AGBODJAN et le Directeur d'Amnesty Bénin Fidèle KIKAN. Vue d'ensemble de la salle de formation.

III- Nos objectifs stratégiques et nos réalisations

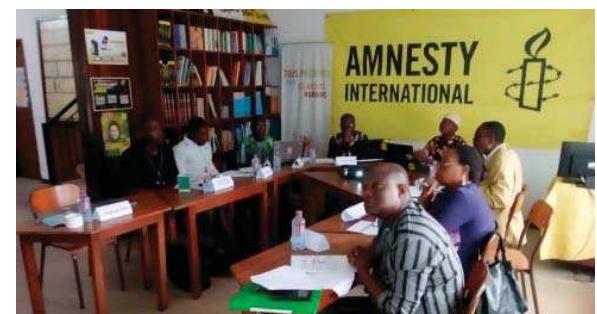
Les différentes réalisations de 2019 varient en fonction des objectifs stratégiques du mouvement couvert par le plan opérationnel de travail pour le compte cette année.

3.1 Revendiquer les libertés (OS1) Que retenir de l'Objectif Stratégique 1 en 2019 ?

Cet objectif stratégique peut-on l'affirmer a eu un impact considérable sur les bénéficiaires et continuera d'en avoir en fonction des processus enclenchés que ce soit avec les jeunes élèves impliqués dans nos programmes d'Education aux Droits Humains au niveau scolaire, le suivi des recommandations de l'Examen Périodique Universel en passant par la rédaction de l'avant-projet de loi portant reconnaissance, promotion et protection des défenseurs des droits humains en République du Bénin et l'interaction des jeunes avec les mécanismes de protection des droits humains.

3.1.1 Les activités de plaidoyer et de formation

a- Avant-projet de loi sur les défenseurs des droits humains au Bénin : Après les travaux ayant conduits à l'adoption d'un document de base réalisé par les organisations de la société civile, la proposition d'avant-projet portant reconnaissance promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains en République du Bénin de la loi a été remise au Ministre de la justice et de la législation le 8 mai 2019 à son Cabinet.





Sur la 1ère photo, les organisations de la société civile (OSC) travaillant sur la proposition de l'avant-projet de loi sur la protection des défenseurs des droits humains au Bénin. Sur la 2nde photo, les OSC remettant l'avant-projet de loi à la Directrice de Cabinet du Ministre de la Justice et de la Législation.

b- La formation des personnes de contact des unités opérationnelles

: Cette formation a eu lieu à Cotonou, à l'hôtel Codiam et a réuni 33 personnes de contacts des Unités Opérationnelles d'Amnesty International Bénin. Elles ont été outillées sur les notions de base en droits humains, les actions urgentes à Amnesty international ainsi que les stratégies de réussites. Par ailleurs, cette formation fût l'occasion de revenir également sur le leadership partagé à Amnesty international afin de permettre aux participant-e-s d'être outillés sur la notion de leadership au sein d'Amnesty International.



A la fin de la formation, les participants ont fait une action urgente en faveur de la libération du cyber militant ivoirien Soro TANGBOHO arrêté le 8 novembre 2018 alors qu'il était en train de diffuser sur Facebook une vidéo montrant des policiers qui, selon lui, extorquaient de l'argent à des motards. Il est accusé de trouble à l'ordre public et est détenu à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan.

c- Suivi des recommandations de l'EPU 2017 par le groupe de travail :

Les réunions trimestrielles du groupe de travail des organisations de la société civile pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel 2017 du Bénin devant le Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies se sont poursuivies tout le long de l'année 2019.



Vue d'ensembles des membres du groupe de travail.

3.1.2 Education aux Droits Humains en milieux scolaires

Que retenir de l'EDH en milieux scolaires en 2019

En résumé, 2019 a été riche en activités d'éducation aux droits humains dans les collèges et universités malgré la crise socio-politique qui a freiné notre accès à ces lieux d'enseignement sur une bonne partie du premier semestre de l'année.

- Quatorze (14) séances ont été organisées à Abomey – Calavi, Akodéha, Bohicon, Porto-Novo, Toffo, Parakou et Cotonou. Elles comprennent 09 séances dans 09 collèges pour environ 1.438 élèves et 05 séances dans 05 universités pour 874 (218F) étudiants soit un total d'environ 2.312 bénéficiaires en 2019,

- Quinze (15) séances ont été menées par 14 groupes AI Bénin au cours de l'année et ont permis de toucher plus de 582 élèves dans 11 localités du Bénin.

Soit 29 séances, avec plus de 2.894 bénéficiaires touchés.

Le but des activités d'éducation aux droits humains en milieux scolaires est de créer un environnement favorable à la citoyenneté et à la tolérance dans les lycées et collèges du Bénin.

a- La création de nouveaux clubs scolaires dans quelques collèges du Bénin : 04 nouveaux clubs scolaires ont été créés dans différents collèges afin faciliter la transmission de la culture des droits humains aux jeunes générations. Il s'agit des collèges d'enseignements généraux de Natitingou, Djougou 2 et 3 et Akodéha. Ces nouvelles créations portent désormais l'effectif des clubs scolaires créés par l'organisation à 40 sur toute l'étendue du territoire national. La cartographie des clubs scolaires en 2019 a permis de renforcer les outils de mesure des connaissances des apprenants des clubs scolaires. Les résultats suivants ont été obtenus au niveau du programme clubs scolaires :

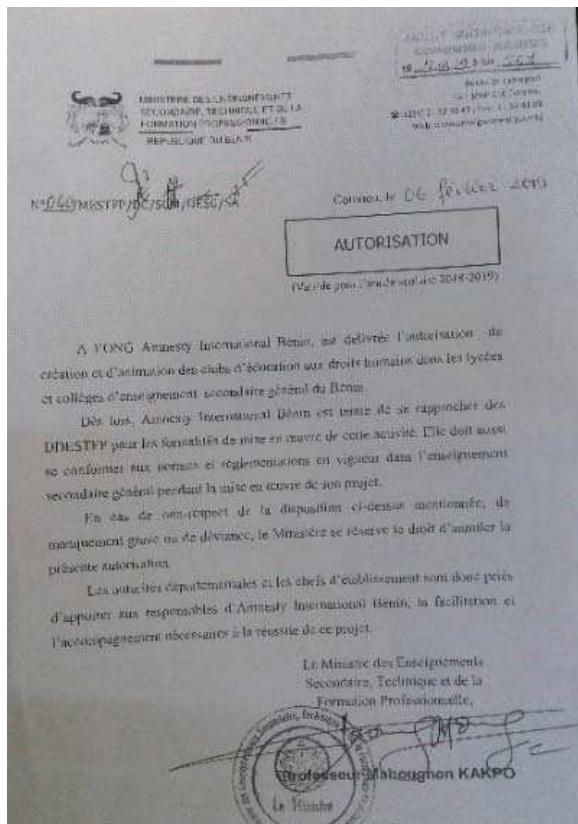
- L'actualisation du cadre stratégique et opérationnel qu'est le plan national d'éducation aux droits humains pour la création et le renforcement des clubs scolaires ;
- L'obtention le 6 Février 2019, de l'autorisation, du ministère des enseignements secondaire, technique





b- La caravane des droits humains

et de la formation professionnelle (MESTFP) d'une autorisation (040/MESTFP/DC/SGM/DESG/SA pour la création et l'animation des clubs d'éducation aux droits humains dans les lycées et collèges valable pour l'année scolaire 2018-2019 ;



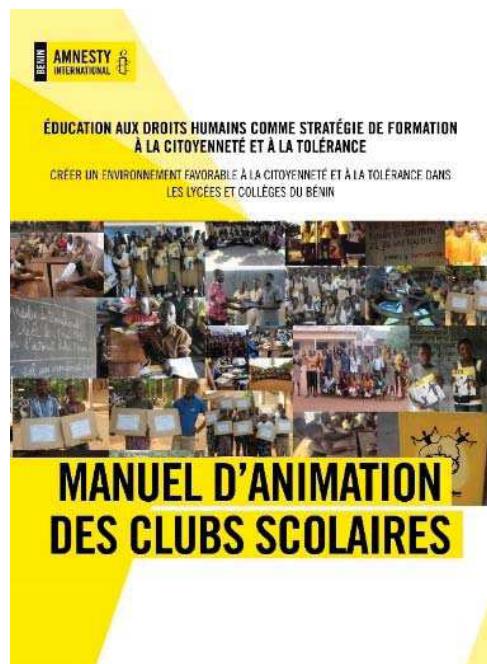
Séance d'éducation aux droits humains au complexe scolaire YAHAZA d'akpakpa

L'animation, à travers le programme Caravane des droits humains, de huit (08) séances d'échanges sur plusieurs sujets de droits humains avec les élèves et étudiants des Universités et collèges à Abomey – Calavi, Akodéha, Bohicon et Cotonou pour plus de 790 élèves et plus de 50 parents d'élèves.



Séance d'éducation aux droits humains au Complexe Scolaire Privé NAGUEZE, à Cotonou

c- AIB se dote d'un manuel d'animation des clubs scolaires et universitaires





Initié par Amnesty International Bénin avec le soutien de l'ambassade de France au Bénin, le manuel vise à offrir un cadre de référence pratique aux clubs scolaires et Écoles amies des droits humains. C'est un véritable outil de sensibilisation et de formation des jeunes scolaires qui traite leurs problèmes et réalités quotidiennes sous le prisme des droits fondamentaux et au regard des textes fondamentaux notamment la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH) et la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant. Son contenu est un mélange d'activités pratiques issues du document ABC : l'enseignement des droits l'Homme publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (2004), du Manuel de l'animation dans le cadre de l'éducation pour la dignité humaine publié par Amnesty International en 2011; Des activités pour éduquer aux droits humains, document des intervenants en EDH d'Amnesty International France (Septembre 2018) et d'exercices pratiques issus du Forum jeunes 2019 d'Amnesty International Bénin. Il est le fruit de nos multiples années de travail avec ces pépinières de droits humains et est subdivisé en deux grandes parties. Dans la première intitulée Les clubs scolaires dans le dispositif d'Amnesty International, on retrouve la description de tout le processus de mise en place d'un club scolaire, des techniques pour permettre aux élèves d'apprécier

la situation des droits humains dans leur école et proposer des actions. Des orientations y sont également données pour leur permettre de comprendre les principaux instruments de l'ONU relatifs aux droits de l'Homme ainsi que divers jeux orientés. La seconde partie du document titrée Aller plus loin qu'un club scolaire, devenez une École amie des droits humains présente la notion d'École amie des droits humains et la démarche pour la prise en compte des droits humains dans 4 domaines clés à savoir la gouvernance de l'école, les relations, le programme scolaire et les activités extrascolaires, l'environnement scolaire (ou milieu scolaire).

C1- Formation des points focaux et encadreurs des clubs scolaires

Avec l'accompagnement du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Technique et Professionnelle et de ses Directions Départementales, chaque collège ou lycée abritant un club scolaire a désigné un enseignant dénommé ici "encadreur de club scolaire". Cet enseignant devra travailler en tandem avec le point club scolaire de l'entité locale d'Amnesty International. La formation des points focaux et encadreurs de clubs scolaires d'Amnesty International Bénin s'est déroulée en deux sessions et a permis de :

- Renforcer les capacités de 74 points focaux, 31 encadreurs de clubs



scolaires et 30 membres de groupes de travail des Écoles amies des droits humains à l'usage du manuel d'animation des clubs scolaires ;

- Recueillir les amendements des participants sur le manuel d'animation des clubs scolaires.

Etaient présents à ces deux sessions, les acteurs provenant des départements du Zou, des collines, de l'atacora, de la donga, du borgou, de l'alibori de l'ouémé, du plateau, du Mono, du Couffo, de l'Atlantique et du Littoral.



Représentant du Ministre des Enseignements Technique et de la Formation Professionnelle



**AMNESTY
INTERNATIONAL**

ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS COMME STRATÉGIE
DE FORMATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA TOLÉRANCE

CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE À LA CITOYENNETÉ
ET À LA TOLÉRANCE DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES DU BENIN

A large collage of numerous small photographs depicting various scenes of daily life, education, and community interaction in Benin. These include students in classrooms, people in markets, and other social gatherings.

MANUEL D'ANIMATION DES CLUBS SCOLAIRES

AVEC LE SOUTIEN DE L'AMBASSADE DE FRANCE AU BENIN





**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS COMME STRATÉGIE DE FORMATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA TOLÉRANCE

Créer un environnement favorable à la citoyenneté et à la tolérance dans les lycées et collèges au Bénin.

AVEC LE SOUTIEN DE L'AMBASSADE DE FRANCE AU BENIN



www.amnestybenin.org www.ceteben.com/benin/ [@amnestybenin](https://twitter.com/amnestybenin) info@benin.org



Photo de famille 2^{ème} vague

3.2 Garantir les droits égaux pour tous (OS2)

La réalisation de cet objectif stratégique s'est articulée autour de plusieurs activités dont la campagne "Ecrire pour



Photo de famille de la 1^{ère} vague de formation des points focaux et encadreurs de clubs scolaires





les Droits” qui constitue l’activité phare du chapitre et la promotion des droits économiques sociaux économiques et culturels.

3.2.1 Campagne "Ecrire pour les Droits 2019"



CAMPAGNE : ÉCRIRE POUR LES DROITS 2019

YASAMAN ARYANI
DEFENSEUR DES DROITS HUMAINS
IRAN

évidemment avoir le droit de croire au commencement et à l'absence

MAGA MATIOP NGONG
DEFENSEUR DES DROITS HUMAINS

Demandez au Soudan du Sud d'assurer la condamnation à mort de Magali.

NASU ABDULAZIZ
DEFENSEUR DES DROITS HUMAINS
NIGÉRIA

SARAH MARDINI ET SEAN BINDER
DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

GREECE

« Cela, on peut aller en prison pour avoir envie de sauver les uns. C'est ce qui est arrivé à Sarah Marinos, 24, et à Sean Bland, 25, parce qu'ils ont été arrêtés pour faire que d'autres personnes aient accès à une organisation à but non lucratif qui aide les réfugiés à se débrouiller dans un pays où il n'y a pas assez d'infrastructures pour accueillir tous les réfugiés. Ils sont accusés d'espionnage, de trafic d'informations humaines et d'appartenance à une organisation criminelle. Ils ont été arrêtés vendredi matin, alors qu'ils étaient en train de faire leur travail bénévole pour l'organisation, SOS, actuellement en Afrique, quand le plus étrange d'après cette histoire : « Il y avait quelqu'un qui nous a pris, grâce à cela qu'il nous a arrêtés, et qui nous a dit : "Vous allez être libérés mais si vous nous quittez, nous allons vous retrouver et nous vous exécuter". C'est quoi ce délire ? » Les deux hommes vont par la suite déclarer que le chef des personnes qui les ont arrêtés, un certain Frédéric, leur a dit : « Si vous nous quittez, nous allons vous retrouver et nous vous exécuter ». Alors pour eux, c'est évident qu'il autre chose que de se lancer dans un voyage solitaire leur permettant de faire une sorte d'« Arrêt ». Mais lorsque nous leur avons demandé si elles étaient au courant de ce qu'il se passait avec leurs amis, elles ont répondu que non.

a- Aperçu des cas choisis par AI Bénin 2019

Pour l'édition 2019 du marathon des lettres, quatre cas ont été retenus au Bénin et ont mobilisés nos militant-e-s et sympathisant-e-s à prendre action en signant des pétitions et en réalisant des actions photos pour l'amélioration des conditions des personnes injustement persécutées.

Le 1er cas est celui de Nasu Abdulaziz et les habitants de OTODOGBAME un quartier centenaire de l'Etat de Lagos victimes d'expulsions forcées.

Le 2ème cas est celui de Yasaman Ariani condamnée à 16 ans d'emprisonnement dont 10 fermes pour avoir protesté contre le port obligatoire du voile en Iran.

Le 3ème cas est celui Magai Matiop Ngong condamné à la peine de mort à l'âge de 15 ans au Soudan du Sud en toute méconnaissance du droit international qui interdit la condamnation à mort d'enfants mineurs.

Le 4ème et dernier cas est celui de Sara Mardini et Séan Binder, deux jeunes qui risquent jusqu'à 25 ans d'emprisonnement pour avoir sauvé des vies en mer.

b- Formation régionale des membres

Dans le cadre de la préparation de la campagne "Ecrire pour les Droits 2019", une formation régionale itinérante des

membres Coordonnateurs des Unités Opérationnelles a été organisée en prélude au lancement de la campagne "Ecrire pour les Droits". Pendant un mois, tout le Bénin a été sillonné par le Secrétariat National dans le but de présenter les cas objets de l'édition 2019 du marathon des lettres.



Formation régionale à Dangbo dans la vallée de l'Ouémé en prélude à la campagne "Ecrire pour les Droits"

Cette formation qui est une première a été appréciée des bénéficiaires en ce sens qu'elle leur a permis de mieux comprendre l'objectif de la campagne, les cas sélectionnés et leur rôle sur le terrain. En un mois donc, le secrétariat National a fait le tour du Bénin pour une meilleure campagne "Ecrire pour les droits 2019";



Formation régionale à Dangbo dans la vallée de l'Ouémé en prélude à la campagne "Ecrire pour les Droits"

c- Lancement officiel de la campagne : Dangbo à l'honneur



Le lancement de la campagne a eu lieu à Dangbo dans la vallée de l'Ouémé après l'étape de Toffo en 2018 avec la présence de diverses autorités dont le maire de la commune qui a d'ailleurs été le premier à ouvrir le bal des signatures cette année. Le lancement a été marqué par l'organisation d'une caravane composée aussi bien de militant-e-s, de sympathisant-e-s que de curieux. La caravane a sillonné la ville de Dangbo avant de s'arrêter à la maison des jeunes de la ville pour les activités du lancement.

Le maire de la ville a remercié Amnesty International Bénin pour son travail de défense et de promotion des droits humains et remercier l'organisation pour le choix porté sur sa commune pour abriter le lancement de la plus grande campagne du mouvement.

La Présidente des groupements de femmes également dans sa prise de parole a remercié Amnesty International Bénin pour sa présence au Bénin et le travail de documentation des violations des droits humains qui se fait avant



d'inviter le mouvement à continuer son travail d'éducation des populations sur leur droit.



Caravane à Dangbo le jour du lancement officiel de la campagne.



Prestations artistiques et culturelles le jour du lancement officiel.

En 2019, 156 836 pétitions ont été collectées.



DEMAGNON René coordonnateur de l'entité locale de Bonou dans la vallée de l'Ouémé signant une pétition en compagnie d'une des militantes du groupe.

d- Promotion des DESC

Au cours de l'année 2019, des activités de sensibilisation ont été menées par nos entités locales pour la promotion et la défense des droits économiques sociaux et culturels dans leurs communautés respectives en synergie avec le Secrétariat National qui met à disposition des entités, des ressources tant techniques, matérielles que financières.

C'est ainsi que pour le compte des activités d'éducation aux droits humains avec les communautés, des sensibilisations ont été faites, sur la base des problèmes de droit de l'homme



Allocutions du Maire de la Commune de Dangbo et de la Présidente des groupements de femmes de Dangbo.



Le roi de Dangbo et les coordonnateurs des entités locales de Dangbo et de Bonou dans la vallée de l'Ouémé



identifiés par les entités locales.

Les entités ont également mené différents types de projet d'Education aux droits humains au sein des communautés et dans les écoles. Sur toute l'étendue du territoire nationale, les sujets abordés sont :

- Le droit à l'eau ;
- Le droit à l'information ;
- Le droit au logement ;
- Le droit au foncier ;
- Le harcèlement des enfants apprentis;
- Les conditions d'apprentissage de l'enfant, etc.



Séance d'Education aux Droits Humains à Zogbodomey sur le droit d'accès à l'information



Séance d'Education aux droits humains avec les apprenties couturières et leurs parents à Toffo dans l'atlantique

Les bénéficiaires de ces sensibilisations peuvent être estimés à 1154 personnes pour 29 activités.

En guise de plaidoyer communautaire pour l'amélioration des droits économiques sociaux et culturels, la section a notamment entrepris des actions de documentation des problèmes liés au foncier dans la commune d'Abomey-Calavi avec en ligne de mire l'affaire dite "Marcos" à Womey dans l'atlantique.



Monitoring de l'accès au foncier à Womey dans la commune d'Abomey-Calavi





Nos membres ont aussi apporté leur contribution à la préservation de l'environnement lors de la #WorldCleanUpDay à Cotonou et dans tout le Bénin notamment à Parakou, à Ouaké et à Bonou.



Les groupes de OUAKE....



...et de Parakou au nord du Bénin lors de la world clean Up Day 2019



3.3 : Réagir aux crises (OS3)

Projet d'Assistance des réfugiés et demandeurs d'asile en partenariat avec le HCR.





Que retenir de l'Objectif Stratégique 3

L'information sur la notion, les droits et devoirs des réfugiés et la procédure de DSR est désormais mieux cernée par plus de 2000 personnes atteintes à savoir : 1.191 (486F) membres de la communauté scolaire et 874 (218F) étudiants dans des villes comme Abomey Calavi, Cotonou, Bohicon, Toffo, Sèhouè, Porto-Novo à travers onze (11) séances de sensibilisation organisées dans six (06) collèges d'enseignement général sur 4 prévus (CEG 5 et CEG 6 Bohicon, CEG de l'Unité à Porto-Novo, CEG Sèhouè, CEG Coussi, CEG Toffo Centre) et cinq (05) universités sur 06 prévues (ESAS, ISM Adonaï, Les Cours Sonou de Bohicon, la Faculté des Sciences humaines et sociales (FASHS) de l'Université d'Abomey-Calavi et la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Parakou).

L'assistance juridique apportée aux demandeurs d'asile et aux réfugiés peut se présenter comme suit :

- Plaidoyer auprès du Ministère des Affaires Sociales pour l'insertion des demandeurs d'asile et des réfugiés dans les services sociaux de l'Etat ;
- Plaidoyer auprès des OSC pour la prise en compte des demandeurs d'asiles et des réfugiés dans leurs projets et programmes ;
- Mise à disposition d'informations pour mieux comprendre la procédure de DSR, l'existence et le rôle de la Clinique légale ;

- Education sur les droits et devoirs des demandeurs d'asile et réfugiés dans le pays d'accueil ;

- L'assistance pour l'obtention du statut de réfugié (écoute de leur histoire, **conseils** sur les points importants à relever lors de l'interview ; **informations** sur la procédure d'asile au Bénin à travers des questions-réponses) : cela leur permet d'être mieux **informés et préparés** pour les interviews, de faire ressortir tous les éléments de leur parcours qui pourraient les favoriser dans l'obtention du statut.

- L'assistance pour la signature des contrats ou pour la médiation en cas de différends (étude des contrats de bail et de travail etc.) : les intérêts des demandeurs d'asile sont privilégiés et les situations litigieuses sont réglées.

- Études des contrats de bail : explication des clauses et protection des intérêts des réfugiés afin d'éviter des expulsions abusives.

- Représentation auprès de propriétaires ou de fournisseurs ou encore d'employeurs dans le but d'obtenir gain de cause dans un différend : médiation dans le règlement des différends.

- **Tous autres besoins** d'ordre juridique soulevés par le réfugié : les quotidiens étant variés, les sollicitations varient d'un individu à un autre.





3.3.2 Plaidoyer auprès du Ministère des Affaires Sociales pour l'insertion des demandeurs d'asile et des réfugiés dans les services sociaux de l'Etat

La formation des chargés de protection des centres de promotions sociales s'est déroulée les 17 et 18 juillet au Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance. Elle avait pour but d'outiller les cibles sur leur rôle dans l'insertion sociale des réfugiés et demandeurs d'asiles. Plusieurs recommandations ont été faites à la fin de cette formation et ont pour point d'ancrage la régularité de ce type de formation et son élargissement à tous les CPS du Bénin



... des centres de promotion sociale du Bénin au Ministère des Affaires Sociales.

3.3.2 Plaidoyer auprès des OSC pour la prise en compte des demandeurs d'asiles et des réfugiés dans leurs projets et programmes



Plaidoyer dînatoire entre les OSC et les acteurs étatiques le 02 février 2019 à Cotonou sur l'importance de l'insertion de la thématique réfugié-demandeurs d'asile dans les projets et plans de travail.



Formation de 45 organisations de la société civile béninoise le...



Formation des chargés de protection...





...27 juin 2019 sur les droits et devoirs des réfugiés à l'INFOSEC de Cotonou.

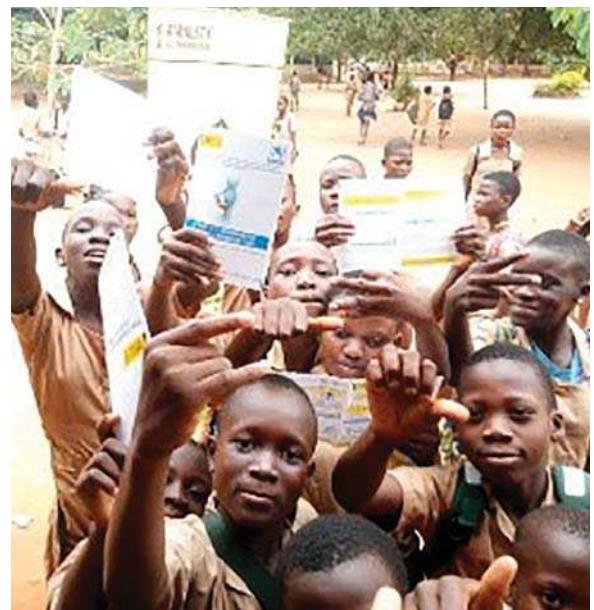
3.3.3 Echanges et discussions avec les élus locaux (Ouidah, Cotonou, Porto-Novo) en vue de faciliter l'insertion et l'obtention des documents courants aux personnes sous mandat



3.3.4 Sensibilisations dans les collèges et universités du Bénin en vue d'un environnement plus accueillant aux personnes sous mandat

Ces activités visent à outiller les bénéficiaires sur les droits des réfugiés mais aussi sur leurs devoirs. Les activités de sensibilisation ont eu lieu dans les collèges et universités du Bénin et ont drainé à chaque fois un monde important de curieux et de personnes intéressées par la thématique.

Les sensibilisations ont également visé les personnes responsables de l'application de la loi sur leur rôle dans l'aide à apporter à la cible. Les élus locaux de quelques communes du Bénin et les chargés de protection des centres de promotion sociale ont donc été formés au cours de l'année 2019 et cette dynamique va se poursuivre au cours de l'année 2020.



Séances de sensibilisations au CEG l'Unité de Porto-Novo



Séances de...



.... sensibilisations...



... au CEG 1 Bohicon

Journée portes ouvertes sur l'utilité de l'espace multimédia créé 2017 dans le but de faciliter la vie des réfugiés et demandeurs d'asile mais aussi de permettre aux journalistes et étudiants qui travaillent sur la thématique, d'avoir des documents de qualité et bonne connexion pour pouvoir travailler. L'évènement a été organisé en prélude à la célébration de la journée mondiale des réfugiés.



Vue de l'espace multimédia



Journée portes-ouvertes au siège d'Amnesty...



...Bénin à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés

3.3.5 Concours de réalisation de spot sur l'accueil et l'acceptation des réfugiés et demandeurs d'asile.

Toujours s'agissant des activités de sensibilisation, un concours de réalisation de spot a été réalisé en 2019 sur l'accueil et l'acceptation des réfugiés et demandeurs d'asile. Le concours a connu son épilogue en novembre 2019 avec les récompenses allouées aux trois meilleures productions.



Vue partielle des officiels à la cérémonie



Petit Miguélito remettant le 3ème prix à l'équipe de Yaovi AMEHOUNKPE



Le PDG de l'ISMA Marcellin ZANNOU ayant accueilli gracieusement accueilli la cérémonie dans son université.





M. Tola KOUKoui, présent à la cérémonie.



Photo d'ensemble des trois équipes lauréates du concours

3.4 Garantir l'obligation de rendre des comptes (OS4)

La réalisation de cet objectif stratégique s'est articulée autour de trois réalisations phares à savoir : le lancement du rapport mondial sur la peine de mort et le suivi de la crise politique au Bénin.

3.4.1 Le lancement du rapport mondial sur la Peine de Mort



Séverin QUENUM, Ministre de la Justice et de la Législation et Fidèle KIKAN, Directeur d'Amnesty International Bénin lors du lancement du rapport mondial sur la peine de mort.



Vue partielle des participant-e-s au lancement du rapport mondial sur la peine de mort

Le rapport rendu public fait état d'un net recul du recours à la peine capitale et à l'exécution dans le monde. Ce fut également l'occasion de rappeler d'une part l'engagement du Bénin à être désormais le moteur de l'abolition de la peine de mort en Afrique subsaharienne en particulier et en Afrique en général. D'autre part, le lancement du rapport mondial a été l'occasion pour nos militant-e-s de mener une action de solidarité en faveur de l'abolition de la peine au mort au Ghana.





Action photos appelant à...

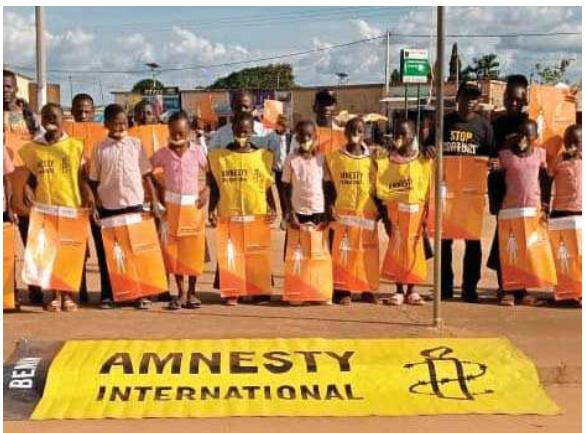


Action photos appelant à l'abolition de la peine de mort au Ghana



...l'abolition de la peine de mort au Ghana.

Une action de solidarité internationale a été réalisée à la fin en faveur de l'abolition de la peine de mort au Ghana



De gauche à droite, nos militant-e-s de Bonou dans la vallée de l'Ouémé et de Parakou au nord du Bénin en plein activisme.



Père Auguste HOUKPE réalisant une action photos appelant à l'abolition de la peine de mort au Ghana



Remise des pétitions signées pour l'abolition de la peine de mort au Ghana à Samuel AMOAFO, chargé des campagnes de la section ghanéenne d'Amnesty International de passage à Cotonou



3.4.3 Suivi du contexte politique au Bénin



Conférence de presse au siège d'Amnesty International Bénin sur la pétition #JusticePourPrudence et la loi d'amnistie

L'année 2019 a été l'une des années les plus mouvementées au Bénin. Le pays a organisé les élections législatives le 28 avril 2019. Ces élections étaient controversées en raison de l'exclusion des partis politiques de l'opposition de la compétition électorale. En préludes à ces élections, de nombreuses personnes ont été arbitrairement arrêtées et détenues. Amnesty International a pu documenter la mort d'au moins quatre personnes durant la période dont une mère de sept enfants. Une série de communiqués appelant à la retenue et au respect des droits humains a été rendu public le 26 et le 28 avril et le 14 mai. De même une action urgente et une campagne ont été lancées sur des individus affectés par le contexte. Quelques liens ci-dessous.

L'essentiel est à retrouver à ces adresses pour de nouvelles lectures

1. Bénin. La répression des manifestations et la vague d'arrestations alimentent les tensions en cette période électorale, publié le 26 avril 2019, 17:15 UTC et accessible sur le lien <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/04/benin-crackdown-on-protests-and-wave-of-arrests-fuel-tense-election-period/>

2. Bénin. Couper Internet le jour du scrutin est une attaque directe contre la liberté d'expression, publié le 28 avril 2019, 15:13 UTC et accessible sur le lien <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/04/benin-internet-shutdown-on-election-day-is-a-blunt-attack/>

3. Bénin. Une répression post-électorale inquiétante, publié le 14 mai 2019, 10:34 UTC et accessible sur le lien, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/05/benin-une-repression-postelectorale-inquietante/>

4. La pétition pour le cas de Prudence est maintenant en ligne : <https://www.amnesty.org/fr/get-involved/take-action/demandez-justice-pour-prudence/>



Couverture du manuel HCR et du bloc note Amnesty Bénin édicté en 2019



Amnesty International Bénin dispose de plusieurs commissions thématiques qui travaillent au quotidien pour l'enracinement des droits humains dans la conscience collective. Le comité femme fait partie des commissions de la section qui ont été actives en 2019. A l'occasion du 08 mars 2019, elle a organisé une causerie-débat avec les femmes du mouvement et les femmes d'autres organisations de jeunesse évoluant dans la sphère de la société civile béninoise. Cette activité a été rehaussée par la présence de l'Avocate au Barreau du Bénin et aujourd'hui Consul honoraire de l'Etat de Norvège au Bénin, Me Huguette BOKPE-GNANCADJA.



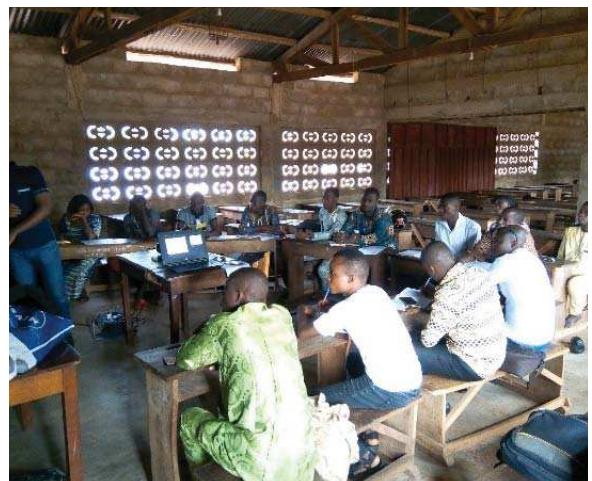
Vue partielle des participant-e-s à la journée internationale de la femme.



Action photos appelant à la libération de Nasrin SOTOUDEH, Avocate iranienne condamnée pour avoir défendu les droits des femmes en Iran.

3.5.2 Formation régionale des nouveaux adhérents à AI

La formation régionale des nouveaux adhérents à Amnesty International s'est déroulée cette année du 11 septembre au 12 octobre. Pendant un mois, environ 180 nouveaux adhérents ont été formés sur les notions de militantisme à Amnesty International et les droits humains.



Formation régionale des nouveaux adhérents, étapes de ZATANTA

Les participants ont également reçu un kit des documents de gouvernance pouvant leurs permettre de mieux connaître le mouvement et ses démembrements.

3.5.3 Prix de l'UO ayant enregistré le plus de nouveaux membres

Le prix de l'Unité Opérationnelle ayant enregistré le plus de nouveaux membres a été décerné au groupe 1 Cotonou lors de la formation des personnes de contacts en mars 2019.



Le groupe a reçu comme récompenses, un trophée en plus d'une enveloppe financière et des gadgets.

Le groupe 1 de Cotonou a enregistré pour le compte de l'année 2018, une trentaine de nouvelles adhésions le plaçant du coup en tête des meilleures entités en termes de recrutement de nouveaux membres. La jeunesse du groupe et le dynamisme de ses membres ont été à la base de cette performance a souligné Renaud Fiacre AVLESSI, Vice-Cordonnateur du groupe recevant le prix en compagnie de Sandra ADJAHO, militante du groupe 1 Cotonou et le Président d'Amnesty International Bénin Gabin ADJANON et l'ancien vainqueur du prix, le Coordonnateur du groupe 1 de Toffo.

3.5.4 Prix de l'UO ayant enregistré le plus grand nombre de signatures pour W4R18



Le prix de l'UO ayant enregistré le plus grand nombre de signatures au cours de la campagne "Ecrire pour les Droits 2018" a été remis au groupe d'Agbangnizoun qui a totalisé 18967 pétitions signées. Cette performance a été rendue possible grâce à une meilleure organisation du groupe sur le terrain marqué par une répartition des tâches. Le prix leur a été remis dans un premier temps lors de la formation des personnes de contacts des UO puis dans un 2nd temps à Agbangnizoun dans le Zou en présence de tout-e-s les militant-e-s du groupe.





IV-A L'ECOUTE

4.1 Nos membres

a- Eugène DEGUENON est militant actif du groupe 1 Parakou, dans ce rapport, il évoque les raisons de militantisme et le travail de la section.



Mon militantisme au sein d'AI-BENIN

On m'appelle DEGUENON Eugène, jeune militant à AI-BENIN. Je milite en faveur d'un monde où chaque personne peut jouir de l'ensemble de ses droits. Dans mon groupe, je participe régulièrement aux activités d'AI-BENIN. Je participe également aux campagnes d'informations, aux campagnes Écrire pour les droits, aux activités de développement d'AI-BENIN ainsi qu'aux activités de formation. J'initie des séances de salubrité dans ma ville pour réclamer le droit à un environnement sain. Aussi, faut-il ajouter que j'anime un club scolaire qui regroupe des jeunes engagés qui militent pour les

droits humains. Je parle d'AI-BENIN et des droits humains à mon entourage. Pour la défense des droits humains, je signe et fait signer des pétitions, j'invite des jeunes à participer à des séances d'animation au cours desquelles, nous développons des thèmes en rapport avec les droits humains. En février 2019, j'ai pu identifier un cas de violation de droit à l'éducation (une enfant placée de 11ans qui n'arrivait plus à aller à l'école en raison d'une surexplotation domestique dont elle est victime) que j'ai porté au CPS de mon milieu. Je suis heureux et très fier de cet acte que j'ai posé car cette fille a pu rejoindre ses parents et peut maintenant continuer à aller à l'école.

Amnesty International Bénin fait un très et louable travail. Cette organisation de par ses actions et recherches arrive à faire pression sur les décideurs afin que soit rétabli le respect des droits humains. Des personnes obtiennent justice et retrouvent leur liberté par le travail que mène AI-BENIN. L'amour que je porte pour cette organisation est inestimable. Si elle n'existe pas, il fallait la créer. Fier d'appartenir à AMNESTY INTERNATIONAL BENIN.



b-Oulfath MAMA, militante au sein du groupe 1 Cotonou et secrétaire générale du comité jeune d'Amnesty International Bénin.



Qu'est-ce que tu fais dans ton groupe ?

Au sein de mon groupe qui est pour moi comme une seconde famille, nous nous mobilisons pour les campagnes telle que ECRIRE POUR LES DROITS, les actions photos, vidéos en faveur de personne victime d'injustice au Bénin et ailleurs, participons à plusieurs formations nous permettant de bien assurer ce rôle de défenseur des droits humains, aussi nous sensibilisons un maximum d'élèves au respect et à la protection des droits humains à travers les séances de EDH dans les collèges.

Comment défends-tu les droits humains ?

En dehors de ce que je fais dans mon groupe, je pense beaucoup à mon environnement immédiat donc je suis attentive aux violations des droits humains à la maison entre frère

déjà, chez le ou la voisine ou encore à l'université. J'apporte du mien en dénonçant ces violations et en sensibilisant les auteurs.

Je pense que vivre uniquement pour soi nous fait passer à côté de notre humanité, je suis une personne très engagée et chaque fois que j'en ai l'opportunité, j'essaie d'informer les gens, de les rendre plus concernés et de faire germer l'engagement sur la question des droits humains en eux.

Comment trouves-tu le travail d'Amnesty International Bénin ?

Amnesty International Bénin par sa noble mission fait un travail formidable, de la lutte contre le changement climatique à la demande de réparations des dommages causés lors des dernières élections au pays, le mouvement ne laisse aucune violation sous silence, ce qui a le don de redonner de l'espoir à la population, de montrer qu'il y a des personnes sensibles à leurs maux, qui les soutiennent et qui pense à eux. Je pense qu'Amnesty International Bénin chaque jour à travers ces actions essaie de faire bouger les choses et ne déroge pas au vœu de rendre le monde plus juste.

Au cours de l'année 2019, les membres du Secrétariat National ont reçu l'assistance de plusieurs stagiaires et bénévoles. Cette rubrique entièrement consacrée à ces dernier-e-s relate fidèlement les impressions de quelques -un-e-s.





c- Tristan BAISE est de nationalité française, il a notamment effectué son stage dans le cadre d'un master professionnel.



Quelles sont tes impressions à la fin de ton séjour au SN

Ayant fait deux stages à Amnesty International Bénin, il est certain que mon séjour a été pour le moins positif. Effectués dans le cadre d'un master professionnel me destinant à travailler dans les métiers de la solidarité internationale, ces deux stages dans un pays que je ne connaissais que très peu ont été pour moi une révélation. En effet, j'y ai croisé des jeunes enthousiastes et désireux de faire changer les choses à leur échelle sur la question des droits de l'homme.

Ces derniers sont drivés par un SN à l'écoute et sensible aux prises d'initiatives dans le but de faire reculer l'injustice dans le monde. Le SN partageant les mêmes idéaux que ces militants, on a vraiment l'impression, au

sein du SN, de voir un mouvement aller dans le même sens. Tout au long de mon séjour, j'ai eu la certitude d'apporter ma pierre à l'édifice et de voir mon travail valorisé à sa juste valeur. Voyant que cela profitait aussi au mouvement cela fait grand plaisir.

Qu'as-tu gagné et que penses-tu du travail d'Amnesty International Bénin ? A l'issue de mon expérience au sein du SN d'Amnesty International Bénin, j'ai beaucoup appris sur moi dans un premier temps. Découvrir un nouvel environnement et une nouvelle culture n'est pas toujours facile mais grâce à Amnesty International Bénin je n'ai pas eu de problème et j'en ressors grandi. En termes de savoir-faire, ne venant pas d'une formation juridique, j'ai gagné un solide bagage juridique sur les questions essentielles des DH. D'autre part, j'ai amélioré aussi mes capacités rédactionnelles et perfectionné ma capacité à respecter des deadlines. Enfin, il est clair que j'ai rencontré beaucoup de belles personnes qui m'ont marqué et profondément inspiré. Pour moi, le travail d'AIB est sur le bon chemin tant qu'il sera capable de solliciter et d'investir la jeunesse. Cette force vive d'une inépuisable richesse dans le monde et spécialement en Afrique doit être mise au premier plan et c'est ce qu'AIB s'efforce de faire. Pour écrire le monde de demain, il est certain que s'appuyer sur la jeunesse et la mettre au cœur des projets comme AIB le fait est la bonne stratégie





d- Jeannot FANGNINOU est politiste de formation. Il a servi au Secrétariat National d'Amnesty International de façon dynamique 9 mois durant. Ici, il revient sur comment il a connu le mouvement, et ce qu'il a pu apprendre en six mois.



On m'appelle Jeannot Olivier FANGNINOU, titulaire d'une licence en science politique, obtenue à l'université d'Abomey-Calavi.

J'ai connu Amnesty international sur Facebook en 2014 après qu'un ami ait partagé une publication de la page d'Amnesty international.

J'ai décidé de faire un stage à Amnesty international, pour acquérir de l'expérience dans le domaine de la défense et de la protection des droits de l'homme, mais surtout pour faire un lien entre la protection des droits de l'homme, la défense des droits de l'homme, les violations des droits de l'homme par rapport à la gouvernance politique.

Mon séjour au secrétariat national s'est déroulé du mois d'avril au mois

de décembre. J'ai en premier lieu été très satisfait par rapport à mon objectif de stage qui est de faire un lien entre la protection des droits de l'homme, la défense des droits de l'homme, les violations des droits de l'homme par rapport à la gouvernance politique. J'ai en effet commencé mon stage dans la période des élections législative qui s'est soldé par une crise électorale. J'ai donc pu voir de très près comment Amnesty international travail pour défendre les droits humains violés par les hommes politiques.

J'ai par ailleurs été très bien accueilli par le staff du secrétariat national qui travaille dans une très bonne ambiance. Le vécu, et l'environnement de travail à Amnesty international est caractérisé par le respect et un esprit de fraternité entre collègues. L'on peut donc constater un grand respect de l'article premier de la déclaration universelle des droits de l'homme qui affirme : « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité »

Les activités essentielles lors de mon séjour au SN sont "la campagne écrire pour les droits", "peine de mort", la campagne pour prudence Amoussou".

4.3 Echos des partenaires

Pour l'efficacité des actions dans le domaine social béninois, Amnesty International Bénin a tissé un partenariat avec des structures et organisations diverses. Cette rubrique



est exclusivement consacrée à ces derniers en général et à ceux actifs au cours de l'année 2019 en particulier.

4.3.1 Regards de partenaires

a- HIRONDELLE CLUB

L'ONG Hirondelle Club Bénin est une organisation identitaire regroupant les personnes LGBTIQ. En 2019, Amnesty International Bénin a eu à collaborer avec l'organisation et c'est le lieu pour le Président de revenir sur cette collaboration.



CONTRIBUTION DE L'ASSOCIATION HIRONDELLE CLUB BENIN AU RAPPORT ANNUEL 2019 D'AMNESTY INTERNATIONAL BENIN

Au Bénin, la question du respect et de l'observation des droits de l'homme est déplorable. Nonobstant, les maintes actions des acteurs de la société civile, des organisations nationales et internationales, des mouvements sociaux de base, on dénombre la non application

des textes internationaux ratifiés par notre pays, la restriction des droits et libertés fondamentaux notamment le droit à la liberté d'expression, le droit au manifestation pacifique, le droit de grève, l'accaparement des terres, la non consécration de la souveraineté alimentaire, la violation constante des droits des personnes LGBTQI...

En effet, tenant à ses objectifs assignés notamment la restauration effective de l'Etat de droit et l'observation permanente de la promotion des droits humains et en particulier les droits des minorités sexuelles ; l'association Hirondelle Club Bénin, jugeant nécessaire et urgent, s'est tournée vers Amnesty International Bénin qui ses actions et sa réputation ne sont plus à démontrer. Ainsi, plusieurs actions ont été initiées par Hirondelle Club Bénin qui ont connues une participation significative d'Amnesty International Bénin. On note notamment : le Programme de formation d'Education aux Droits Humains Pour Tous (EDHPT2019), où grâce à la collaboration effective d'Amnesty International des jeunes issus de différentes communautés du Bénin ont été outillés sur des thématiques basiques relatives au contexte général des droits humains et sur le respect des droits des LGBTQI. De même, le Camp de Promotion, d'Intégration et du Vivre Ensemble initié par Hirondelle Club Bénin a connu une réalisation compte tenu de la forte implication d'Amnesty International Bénin. La bienveillance d'Amnesty International a





été également observée le 17 mai 2019 à l'occasion de la Journée Internationale de la Lutte Contre l'Homophobie où par des panels et des séances d'échanges des communautés ciblées (acteurs de la société civile, les décideurs politiques, les leaders religieux, les officiers de police judiciaire, le collectif des professeurs, les parents d'enfant LGBTQI) ont été émancipées sur la question du respect des droits des minorités sexuelles et de la promotion du dialogue social.

Toutefois, notons que Amnesty International Bénin fait partie des rares organisations de défense et de promotion des droits humains au Bénin ayant accepté collaborée avec l'association Hirondelle Club Bénin qui est une association identitaire. Ce paysage de collaboration s'est donc renforcé et matérialisé par la création d'une section au sein d'Amnesty International Bénin dénommée section « Hirondelle/Amnesty ».

In fine, pour ce noyau dur, la jouissance des droits humains et en particulier les droits des personnes LGBTQI constitue une dimension non négociable.

Président de l'association Hirondelle Club Bénin

Luc E. Z. AGBLAKOU

V- NOS ACTIONS EN PARTENARIAT

En 2019 nous avons travaillé en synergie et renforcé notre partenariat avec des organisations de la société civile actives dans le domaine des droits humains et poursuivant les mêmes objectifs qu'Amnesty International. C'est le cas avec les organisations telles que : Changement Social Bénin, Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Coalition des Défenseurs des Droits Humains du Bénin, Hirondelle Club Bénin, Chaire UNESCO, FADESP. Au titre des organisations diplomatique, l'ambassade de France près le Bénin peut être citée en terme de soutien sur quelques activités et réalisations phares.

5.1- Lancement du livre "Guérir du passé, du combat pour la liberté au travail pour la paix de Michael LAPSLLEY



Présidium du lancement au chant d'oiseau de Cotonou et dédicace à la fin du livre à Fidèle KIKAN, Directeur d'Amnesty Bénin



Du 07 au 19 juillet 2019, le père Michael LAPSLEY était au Bénin pour la présentation de son livre. Il a procédé au cours de son passage à un atelier de guérison des mémoires, à un entretien avec les détenus et à un dialogue avec les populations. Son passage a été organisé et facilité par l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture avec une collaboration d'Amnesty International Bénin. La présentation du livre a eu lieu au Chant d'Oiseaux de Cotonou en présence de diverses personnalités tant politiques que de la société civile

5.2 Formations LGBTIQ PLAN INTERNATIONAL BENIN



Toute l'année 2019, Amnesty International Bénin a accompagné les organisations de la société civile regroupant les personnes LGBTIQ en termes de renforcement de capacité sur les droits humains et les mécanismes de protection. Il s'agit d'une initiative demandée par les organisations cibles qui sera pérennisée l'année prochaine. Les organisations bénéficiaires sont entre autres : Bénin Synergie Plus, AFRO BENIN, Hirondelle Club Bénin, Synergie Trans Bénin, ABDD. Ces formations se sont également faites en synergie avec d'autres organisations internationales non gouvernementales à l'instar de Plan International Bénin.

5.3 World Clean Up Day

Le 21 septembre le monde entier a célébré la journée mondiale du nettoyage. Amnesty International Bénin s'est joint à l'initiative #SachetHeloue afin de débarrasser les artères de Cotonou des sachets plastiques non bio dégradables et de rendre la ville plus propre. Cette activité qui a eu un très bon écho, a vu la participation de nombreuses organisations tant de la société civile que du monde diplomatique.



Vue devant des personnes...



...nettoyant la ville de Cotonou

5.4 EDH Hirondelle Club

Les activités d'Hirondelle Club Bénin ont aussi vu la participation de Amnesty International Bénin en 2019. L'organisation a notamment initié et formé ses jeunes sur les notions de bases en matière d'éducation aux droits humains. Les bénéficiaires ont à la fin reçue des attestations de formation qui témoigne de leurs renforcements de capacités.



Présidium composé du Président de Hirondelle Club Bénin Luc AGBLAKOU, de Dieudonné DAGBETO chargé de l'EDH à Amnesty International Bénin et de AYADJI du bureau d'Hirondelle Club Bénin



Photo de famille

5.5 Les visites du HCR

En 2019, Amnesty International Bénin a reçu par deux fois la visite du HCR dans le cadre du projet d'appui et d'assistance aux réfugiés et demandeurs d'asile. Les deux visites ont permis à chaque fois de faire un point du niveau d'avancement du projet et aborder les perspectives pour les prochaines années.





Réunion de travail avec le HCR au siège d'Amnesty International Bénin

Le 18 février, le 15 juillet et le 21 Novembre 2019, des missions spéciales du Bureau Régional Afrique de l'Ouest ont été dépêchées sur Cotonou pour le suivi du projet d'assistance aux réfugiés et aux demandeurs d'asiles. Des formations ont également été animées à l'endroit des chargés de protection des centres de promotion sociale sur les droits et devoirs des réfugiés en partenariat avec la Commission Nationale chargée des Réfugiés et le Ministère des Affaires Sociales.

5.6 Visite de Pascal AGANMAN de la FIACAT, faire un lien avec la participation au 10 octobre également



Pascal AGANMAN de la Fédération Internationale des Associations des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture en compagnie de Fidèle KIKAN, Directeur d'Amnesty Bénin, Dieudonné DAGBETO, Chargé de l'Education aux Droits Humains et du représentant de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture au Bénin.

Pascal AGANMAN de la Fédération Internationale des Associations des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture en visite au Bénin a été reçu au siège d'Amnesty International Bénin par notre Directeur Fidèle KIKAN. Cette visite de travail a renforcé la collaboration entre les deux institutions et la section béninoise de l'Action des Chrétiens pour la l'Abolition de la Torture. C'est donc à juste titre qu'Amnesty International Bénin s'est associé à l'organisation de la conférence-débat organisé par l'ACAT-Bénin en prélude à la journée mondiale contre la peine de mort le 10 octobre.

5.7 Rapport alternatif torture ESAM Ouidah

Amnesty International Bénin a pris part du 05 au 06 février 2019 à Ouidah, à l'atelier de formation des OSC pour la préparation/ du rapport alternatif sur la mise en œuvre de la convention des Nations-Unies contre la torture envers les enfants au Bénin organisé par l'ONG ESAM (Enfants Solidaires d'Afrique et du Monde) avec l'appui technique et financier de l'OMCT (Organisation Mondiale Contre la Torture).



Cet atelier qui a connu la participation des experts des droits de l'enfant de l'OMCT, des représentants d'ONG en général de défense des droits de l'homme et en particulier ceux des droits des enfants ainsi que des personnes ressources avait pour objectif l'élaboration d'une vision globale sur la situation des enfants au Bénin en vue de pouvoir présenter le rapport alternatif relatif à la torture.



5.8 Renforcement de la collaboration avec Amnesty International France

2019 a été également l'année du renforcement de notre collaboration avec la section française d'Amnesty International. Ce renforcement des liens s'est matérialisé par la participation de Amnesty International Bénin en février au Congrès mondial pour l'abolition de la peine de mort en Belgique.



Vue de quelques participant-e-s au congrès vêtus d'un T-Shirt appelant à la libération de Aténa DAEMI emprisonnée en Iran parce qu'elle défend les droits des femmes.

Ce congrès a permis à Amnesty International Bénin de partager les bonnes pratiques ayant conduit à l'abolition totale de la peine de mort au Bénin et à la commutation des peines des ex condamnés à mort. Cette participation a valu au Bénin d'être aujourd'hui désigné comme le leader en Afrique Subsaharienne pouvant conduire à l'abolition de la peine de mort sur le Continent.





Fidèle KIKAN à Paris en compagnie de la Directrice d'Amnesty France et d'un autre membre du staff.

La collaboration a également facilité la venue à Cotonou en septembre de Sabine Cessou pour la rédaction d'articles sur l'infanticide rituel et les violations des droits des personnes albinos.

5.9 Partenariat avec le révélateur

Amnesty International Bénin a accompagné certaines activités de la presse universitaire en 2019. C'est le cas de l'initiative "EtuGaP" entendu, Etudiant Gardien de la Paix qui vise à véhiculer des messages de paix dans les médias afin de contribuer à la préservation de la paix et du vivre en ensemble. Il s'agit d'une initiative à encourager en ce sens qu'elle contribue à la promotion d'une presse responsable gage de quiétude.



EtuGaP 2019

«La victoire obtenue par la violence équivaut à une défaite, car elle est momentanée.»

Mohandas Karamchand Gandhi



5.10 Partenariat ambassade de France, club scolaire

Amnesty International Bénin a noué un partenariat avec l'ambassade de France au Bénin pour la réalisation d'un manuel d'éducation aux droits humains destiné aux apprenants de nos clubs scolaires et aux militants. Ce manuel va contribuer inéluctablement à la construction et à la diffusion de l'enseignement des droits humains au sein de différentes couches de la société béninoise.

5.11 Notre partenariat avec le BRAOC

En 2019 la collaboration avec le bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre s'est nettement renforcée. Nos militant-e-s ont bénéficié de formations données par les experts de la région qui pour certains, ce sont déplacé sur Cotonou, qui pour d'autres, ont fait déplacé nos militants sur Dakar pour être outillés.





Vue des participant-e-s en compagnie d'une partie de l'équipe régionale à l'atelier Secure Squad organisé par le Bureau Régional Afrique de l'Ouest et du Centre

La crise électorale qu'a connu le Bénin en 2019 a également permis à la région de faire un travail de monitoring de fond sur les violations des droits humains liées à la période afin de pouvoir sortir différents communiqués et alertes sur le Bénin.



Visite touristique à Dakar à la fin de la formation sur Secure Squad.

5.14 Groupe de travail EPU

En prélude au 3ème passage du Bénin devant le Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies dans le cadre de l'Examen Périodique Universel, un groupe de travail regroupant les organisations de la société civile impliquées dans le processus a été mis en place. Ce groupe de travail existe toujours aujourd'hui même après l'examen. Les membres du groupe de travail se retrouvent périodiquement pour faire le point du suivi de mise en œuvre des recommandations par l'Etat béninois. Il s'agit d'une bonne pratique que le groupe de travail entend bien pérenniser.



Réunion du groupe de travail à la Maison de la Société Civile...



... et au foyer des marins à akpakpa.



5.15 Valeurs albinos



Photo de famille des participant-e-s à la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme



Déroulement des travaux (Image CDDH Bénin 2019)

Cette année, Amnesty International Bénin a soutenu le travail de plusieurs organisations dont l'ONG "Valeurs Albinos" qui milite pour le respect et la défense des droits des personnes atteintes de l'albinisme. En juin, à l'occasion de la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme, Amnesty International Bénin a marqué de sa présence l'évènement à travers un accompagnement et une communication.

5.16 CDDH-BENIN

La Coalition des Défenseurs des Droits de l'Homme du Bénin est l'un des partenaires d'Amnesty International Bénin. En 2019, Amnesty International Bénin a notamment accompagné l'organisation de la formation régionale et à l'installation des points focaux de la Coalition.



Remise d'attestations aux participants (Image CDDH Bénin 2019)



Photo de famille (Image CDDH Bénin 2019)



Cette formation a permis à la coalition de pouvoir faire un grand pas en termes de rapprochement des justiciables.

5.17 SEMOP

Chaque année, l'Université d'Abomey-Calavi organise sur le campus la Semaine du MOnde Professionnelle. Il s'agit d'un évènement qui permet aux étudiant-e-s d'avoir une idée de ce à quoi ressemble le monde extérieur et comment s'insérer plus facilement. Amnesty International Bénin, à l'occasion de la SEMOP, anime régulièrement un stand qui permet aux visiteurs de mieux connaître le mouvement, de poser des questions et de prendre action avec nous en signant des pétitions.



Présentation des activités d'Amnesty Bénin aux curieux et à l'équipe du recteur de l'Université d'Abomey-Calavi lors de la SEMOP

VI NOS RESSOURCES

Les ressources représentent en majeure partie le financement de l'IMT, la cotisation des membres, les adhésions des nouveaux membres, la vente des produits de la boutique (cartables, t-shirt, casquettes etc.) et enfin les autres subventions (subvention de l'UNHCR). Le montant global desdites ressources s'élève à 138 937 702 F CFA en 2018 et 150 991 294 F CFA en 2019. Nous constatons donc une légère augmentation de 8%.

Les dépenses réalisées au cours des années 2018 et 2019 se limitent à la gouvernance et démocratie interne, aux dépenses de bureau, aux traitements et avantages, aux frais financiers et enfin, aux activités qui permettent l'atteinte des objectifs stratégiques. Elles s'élèvent à 127 134 330 F CFA en 2018 et à 122 965 608 F CFA au 10 décembre 2019.

Les perspectives de dépenses en cours dans le mois de décembre telles l'AG, le paiement des impôts et l'acquisition du matériel durable s'évaluent approximativement à 14 500 000 F CFA et pourront porter ce montant provisoire à 137 465 608 F CFA en 2019.

Nous constaterons ainsi une augmentation de près de dix millions entre les dépenses de 2018 et de 2019, ce qui engendrera une variation à la hausse de 8%. En attendant l'évaluation exacte des dépenses de 2019.



VII – Vie dans les médias

7.1 AMNESTY INTERNATIONAL BENIN DANS LA PRESSE

Plusieurs thématiques ont été abordées au cours de l'année 2019 par Amnesty International Bénin. Ces thématiques ont été rattachées à des actualités ont été relayées par les médias au niveau national.

a- ACCES A LA JUSTICE/DROIT A LA VIE

1-<https://matinlibre.com/2019/10/30/loi-damnistie-amnesty-international-pose-des-prealables/>

2- <https://ortb.bj/index.php/component/k2/item/9920-loi-d-amnistie-sur-les-violences-electorales-oui-mais-pas-sur-les-violations-des-droits-de-l-homme>

3-<https://www.banouto.info/article/securite%20humaine/20191101-bnin-les-limites-du-dialogue-politique-selon-amnesty-international/>

b- MILITANTISME DES JEUNES/ NUMERRIQUE

1-<https://matinlibre.com/2019/08/19/forum-national-des-jeunes-a-amnesty-international-benin-la-jeunesse-au-coeur-du-militantisme-a-le-re-numerique/>

c- REFUGIES DEMANDEURS D'ASILE

1-<https://matinlibre.com/2019/07/18/prise-en-charge-des-demandeurs-dasile-et-des-refugies->

[amnesty-international-outille-les-services-sociaux-et-artistiques/?fbclid=IwAR1gmc5SCS50kXV8XS1O-QaHHWm16VZBnwbtP6_UggIv4jpGOcDIVJkXpDCG4](https://www.youtube.com/watch?v=pgxW9yG-j3Q)

2-<https://www.youtube.com/watch?v=pgxW9yG-j3Q>

Pour nous soutenir vous pouvez nous faire des dons des legs etc ou simplement acheter l'un de nos articles dans notre boutique.



Les articles de notre boutique : les pinces, les cartables, les T-Shirt les casquettes etc...